

[ASSISES] DE LA VILLE 2008 2011 2014

Soirée de clôture
Mercredi 19 octobre 2011

Intervention de Pierre Gosnat

Maire d'Ivry-sur-Seine
Député du Val-de-Marne



Mesdames, Messieurs, Chers Amis,

Nous voilà donc au terme des Assises de la ville 2011.

Pendant un mois, jour après jour, nous avons « *conjugué nos idées* » autour de toutes les questions qui vous préoccupent et à ce titre, concernent directement les élus que nous sommes.

Pour cette édition des Assises nous avons symbolisé notre démarche par cette expression *Je, tu, ville*. Je crois qu'elle marquait bien, ce qui finalement aura été le fil conducteur de toutes nos rencontres : cet échange, ce rapprochement entre le singulier et le collectif.

Partir de vos préoccupations, de vos attentes, voir de vos collègues, que vous avez été des milliers à exprimer afin de concevoir, ensemble, ce que doit être dans les prochaines années notre projet collectif pour notre ville.

Permettez-moi de dire, qu'en agissant ainsi, nous avons conscience des obstacles à surmonter car cette façon de conduire la gestion des affaires de la cité est en totale opposition avec celle, qui malheureusement prévaut dans notre société, consistant à écarter la population des décisions qui la concerne.

Le principal de ces obstacles est naturellement le carcan que fait peser sur nos actions, nos projets, la politique menée par le président de la République, son gouvernement, sa majorité.

A un double titre.

D'abord parce que non seulement elle ne s'attaque pas aux causes de la crise économique et financière que connaît notre pays, mais au contraire elle l'aggrave par une avalanche de réformes qui, toutes, ont pour conséquence de rendre la vie de la grande majorité d'entre nous, toujours plus dure.

Cette aggravation de la situation, nous l'avons bien ressentie dans les échanges que nous avons eus !

Pas une rencontre, une discussion n'a commencé sans que s'exprime le désarroi face au chômage, à la baisse du pouvoir d'achat, à l'impossibilité de trouver un logement décent, de se soigner, d'éduquer correctement ses enfants. Face aussi à la dégradation de ce que nous appelons le vivre ensemble. Avec mes amis et collègues élus (que je remercie d'avoir été très présents et actifs dans ces Assises). Avec eux j'ai fait le constat qu'en quelques années, il y avait eu une dégradation importante de la situation sociale, une plus grande précarité,

conduisant parfois à des phénomènes d'isolement notamment parmi les personnes âgées, la jeunesse, les femmes isolées.

Dans ce contexte, il est bien compréhensible que ce soit vers les élus de proximité que toutes celles et tous ceux qui sont dans les difficultés se tournent pour tenter de trouver des solutions.

Or, et c'est le deuxième obstacle que nous rencontrons, nous ne disposons plus des moyens pour répondre à toutes ces attentes, en raison, là encore, des réformes qui portent atteinte à l'autonomie des collectivités, voire même à leur existence et qui nous privent des moyens financiers permettant de mettre en œuvre notre politique, nos projets.

Songez par exemple que d'ici la fin de notre mandat en 2014, ce sont, environ 20 M€ dont nous ne disposerons pas en raison de la suppression de la taxe professionnelle : 20 M€ c'est le prix d'un groupe scolaire... !

J'ajoute qu'à l'occasion du débat budgétaire qui s'est engagé hier à l'Assemblée nationale, le Premier ministre vient d'annoncer un nouveau tour de vis contre les collectivités locales.

C'est donc, dans ce contexte extrêmement défavorable que nous avons réfléchi, ensemble, aux questions qui nous étaient posées, et aux solutions à apporter.

Il ne me paraît pas inutile de dresser un premier bilan de ces Assises.

Quantitatif tout d'abord :

- 5 rencontres thématiques.
- 8 rencontres en direction de public ciblé. (Disons 13, rencontrés ici même à la Manufacture).
- 12 parcours dans les quartiers de la ville (au plus près des habitants).
- 10 réunions avec le personnel communal.

Au total ce sont plusieurs milliers d'Ivryennes et d'Ivryens qui auront participé d'une manière ou d'une autre, à, au moins une initiative des Assises... en rappelant par ailleurs qu'un sondage avait été mené préalablement auprès de 826 personnes.

Mais au-delà du nombre, ce qui aura marqué ces Assises c'est bien la diversité et la richesse des discussions que nous avons eues. Vous comprendrez qu'à chaud (la dernière réunion a eu lieu hier soir) il ne m'est pas possible de dresser un bilan exhaustif de tous ces débats.

Pourtant, je crois que dès aujourd'hui nous avons matière à tirer les premiers enseignements et à tracer des premières pistes de décision que nous allons devoir prendre, afin que notre politique municipale réponde mieux encore à vos besoins, à vos attentes, mais aussi pour qu'ensemble nous nous mobilisions pour exiger les moyens de mener à bien cette politique.

Permettez-moi donc d'évoquer, ici, quelques-unes des questions qui sont revenues le plus souvent dans ces Assises.

Celle du logement est l'une des plus prégnantes.

Avec plus de 5 000 demandeurs de logements inscrits au service de l'habitat, nous en connaissons bien sûr la réalité. Mais au cours des rencontres que nous avons eues nous avons pu évaluer l'aggravation de la situation... tant il nous faut aussi mesurer combien l'absence d'un logement décent est un véritable drame pour une famille, notamment pour les enfants.

Bien qu'en quelques années, nous ayons construits des milliers de logements neufs dont la moitié de logements sociaux, que nous ayons aussi réhabilité des milliers d'autres, dans le patrimoine social et par des aides au patrimoine privé, nous continuons à être dans l'impossibilité de répondre aux besoins grandissants.

Nous allons naturellement poursuivre notre politique de construction et de réhabilitation qui va permettre (dans les prochaines années) d'augmenter l'offre de logements de manière importante. Ainsi avec nos deux grands projets d'aménagements que sont Ivry Confluences et la Zac du Plateau, nous allons construire près de 6 000 logements nouveaux. Certains vont voir le jour dans les prochains mois.

Nous avons cependant un véritable problème d'adéquation entre cette offre et les demandes exprimées.

C'est d'ailleurs ce qui nous a conduit à demander à l'Etat dans l'élaboration de notre Plan Local de l'Habitat que soit augmentée la part des logements les plus sociaux (les PLAI). C'est aussi, ce qui nous conduit à être vigilants auprès des promoteurs pour que les prix des logements en accession soient maîtrisés, alors que dans de nombreuses villes voisines ils explosent. Pour ne citer qu'un seul exemple le prix moyen du m² dans le XIII^e arrondissement est aujourd'hui deux fois plus élevé qu'à Ivry... voir le triple !

Je proposerai donc à la municipalité d'affirmer notre exigence que soit renforcée la part des logements très sociaux dans nos constructions à venir.

Dans le même temps, je proposerai aux Ivryennes et aux

Ivryens de se mobiliser pour exiger une autre politique nationale du logement qui pourrait s'appuyer sur la proposition de loi que j'ai déposé à l'Assemblée nationale.

La question de l'espace public, de sa propreté a aussi fait l'objet de nombreuses discussions.

Si, majoritairement les Ivryennes et les Ivryens reconnaissent que beaucoup a été fait pour son amélioration, que d'importantes réalisations ont permis de transformer le visage de notre ville, il n'en reste pas moins que cet aspect positif est largement contrebalancé par la persistance de multiples lieux de dépôts sauvages qui dégradent notre cadre de vie.

Cette situation est inacceptable... et il nous faut trouver les moyens d'y remédier.

Malgré les moyens importants mis en œuvre pour résorber ces dépôts, pour nettoyer la ville, force est de constater que le comportement « incivil » de certains de nos concitoyens perdure.

Combien de fois avons nous entendu dans ces Assises cette remarque : « j'ai vu des personnes chargées du nettoyage passer à telle heure et peu de temps après il y avait un nouveau dépôt ».

Je proposerai donc à la municipalité de mettre en place un dispositif spécifique chargé de contrôler et de verbaliser celles et ceux qui ne respectent pas notre espace public !

Sans doute nous faudra-t-il également lancer une nouvelle campagne de sensibilisation sur ce problème.

La question de la tranquillité et de ce que nous appelons le vivre ensemble a elle aussi été largement évoquée.

L'aggravation de la crise (dont j'ai parlée précédemment) exacerbe les tensions. Elle est la source de comportements asociaux.

La réponse à ces difficultés repose donc essentiellement sur des changements profonds de politique permettant de mettre un terme au mal-vivre de nombre de nos concitoyens, notamment des jeunes.

Bien sûr, il y a tout à reconstruire dans ce pays, surtout ce qui a été cassé, détruit au cours de ces dernières décennies (écoles, emploi...).

Cependant, nous considérons qu'il faut, dès à présent, tenter de trouver des réponses, même imparfaites, à cette situation. Celles-ci, doivent conjuguer deux niveaux d'interventions : la prévention et le dialogue, mais également quand cela s'avère nécessaire le respect de la loi... c'est à dire la sanction !

Concernant le dialogue, nous avons déjà pris la décision en début d'année de mettre en place un service de médiateurs sociaux qui sont en cours de recrutement.

Nous pensions faire une première expérience, limitée, afin d'en évaluer les résultats pour savoir s'il était opportun d'élargir le dispositif.

A la lumière des débats des Assises, il me paraît nécessaire d'aller plus vite, de conférer immédiatement plus de moyens humains et matériels à cette expérience. Je proposerai donc d'examiner, dans le débat budgétaire pour 2012, les possibilités de renforcer immédiatement le nombre de médiateurs. De la même façon, il me semble utile d'accélérer la mise en place de centres sociaux de quartier sur la base de l'expérience positive du quartier Monmousseau et accroître l'offre sur le plan des antennes de quartier au sein de la Direction jeunesse.

Concernant le deuxième volet de la question : « le respect de la loi », il faut bien avoir en vue que la responsabilité de la sécurité et de la tranquillité publique est du domaine de l'Etat et que malgré le développement démographique de notre ville et les promesses qui nous avaient été faites par monsieur Sarkozy alors ministre de l'Intérieur, les effectifs de police de notre commissariat sont notoirement insuffisants.

Il nous faut donc renforcer notre action pour obtenir des fonctionnaires de police supplémentaires et cela fera évidemment l'objet de la première réunion du Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance, que je convoquerai dès le mois prochain en présence du Préfet du Val-de-Marne.

Les trois questions sur lesquelles je viens de m'arrêter ne sont évidemment pas les seules débattues au cours de ce mois, mais elles ont traversé toutes les discussions et c'est pourquoi je me suis attaché à ce que dès ce soir nous puissions proposer des pistes de réponse.

Quant aux autres, je souhaite vous indiquer que dans les semaines à venir, (dans le cadre de la préparation du budget 2012), nous veillerons à ce que nos choix permettent d'y apporter les meilleures réponses, sachant qu'elles ne pourront pas toutes être immédiates. Elles s'inscriront dans la programmation de nos actions sur les trois années à venir !

Permettez-moi d'évoquer quelques unes de ces questions, en relevant simplement, dans quelles directions nous pourrions les aborder.

Sans ordre de priorité, je veux évoquer la situation des **RETRAITÉS ET PERSONNES ÂGÉES** qui représentent près de 13 % de la population d'Ivry, une catégorie diversifiée, en pleine évolution avec, à la fois des retraités jeunes et des personnes de plus en plus âgées... ce qui se traduit par un double phénomène.

Une grande disponibilité des retraités à la vie sociale, associative et à l'accompagnement familial d'une part, et d'autre part la question nouvelle du vieillissement, du grand âge, donc de la dépendance.

Déjà, nous avons actualisé nos réponses, par exemple dans le maintien à domicile, ce qui suppose notamment le portage des repas, les soins infirmiers, les appels téléphoniques (pour lutter contre l'isolement, mais sans doute nous faut-il faire plus, ou mieux. Et je pense à cet égard à la question du droit à la mobilité... aux transports ou à celle du logement spécifique, adapté (EPHAD).

Quant à tous, retraités, jeunes ou moins jeunes qui sont déjà et pour beaucoup, les artisans de la vie associative dans notre ville, il nous faut dégager avec eux de nouvelles pistes de réflexion.

D'abord sur leurs droits, mais également dans la réflexion sur leurs besoins en terme d'activités culturelles, sportives et de loisirs.

Sans doute conviendrait-il à ce sujet de créer une structure permanente de concertation avec les retraités, la municipalité et les associations. Le débat est ouvert !

Permettez-moi un grand écart pour évoquer maintenant **LA JEUNESSE**, qui elle aussi, à Ivry, est en pleine expansion. En effet, notre ville rajeunit.

C'est pourquoi, nous avons décidé, dès notre élection en 2008, de consacrer nos 1^{re} Assises locales aux jeunes d'Ivry... à partir d'une réalité : c'est que la crise qui bouleverse notre société touche d'abord la jeunesse. Les jeunes, qui pour la première fois dans notre histoire, estiment que leur avenir sera moins bien que celui de leurs parents et grands-parents.

N'est-ce pas le signe que notre société est gravement malade ?

Alors, comment à Ivry répondre (avec nos moyens) à cette souffrance, cette angoisse - voire à cette légitime révolte ?

Vous le savez, des milliers d'enfants et de jeunes participent, dans notre ville, à la vie associative, culturelle ou sportive. Ils sont nombreux à s'investir dans l'action humanitaire ou politique. De toute évidence, cela contribue à leur épanouissement personnel, tout autant que cela participe au déve-

loppement d'Ivry, à son identité et à ce sentiment très largement partagé : fiers, heureux d'être Ivryennes, Ivryens en dépit de telles ou telles attentes, tels ou tels reproches à l'égard de la municipalité... et du maire, bien évidemment.

Nous les entendons et voulons y répondre. C'est le sens des nouvelles missions de la Direction jeunesse sur la question de la formation et de l'emploi, en lien avec la mission locale, mais aussi, et c'est fondamental, auprès des jeunes collégiens dont on sait qu'ils sont, bien souvent, à l'âge d'un décrochage scolaire, culturel et social.

C'est pourquoi, avec nos conseillers généraux Chantal Bourvic et Pascal Savoldelli, avec les chefs d'établissements des collèges et lycées, avec les enseignants, nous voulons créer des espaces de dialogue et d'action, dans ce que nous appelons les « espaces collégiens ».

Par ailleurs, nous avons à travailler à la mise en place de nouveaux lieux dédiés à la jeunesse, comme nous venons de le faire à Louis Bertrand, avec la réouverture d'une antenne jeunesse.

Enfin, nous finalisons la mise en place de deux décisions des Assises municipales de la Jeunesse : le Contrat de réussite solidaire et le Conseil local de la jeunesse.

Concernant **LE SPORT**, tous nos interlocuteurs, nos amis pratiquants sportifs et dirigeants nous ont interpellés sur les besoins en matière de nouveaux équipements.

L'USI, qui fédère la majeure partie des pratiques sportives (avec ses 39 sections, plus de 7 000 licenciés, et plus de 500 bénévoles), est en effet, pour certaines activités, dans l'obligation de refuser des inscriptions.

Nous sommes donc convenus, ensemble, qu'il était nécessaire d'accélérer les projets de réalisation de nouveaux équipements.

A cet égard, nous ne devons pas nous cacher que nous sommes confrontés une fois encore au désengagement de l'Etat, qui, depuis des décennies, ne donne plus un centime pour la réalisation de tels équipements, laissant leur financement à la charge des collectivités territoriales.

Et il nous faut bien rappeler que lorsque nous consacrons près de 7 % de notre budget annuel au sport, l'Etat n'atteint pas le 1% !

Quoiqu'il en soit nous avons conscience que nous devons rechercher les moyens pour accélérer notre politique d'investissement.

Ainsi, nous venons de prendre la décision d'engager les études pour la réalisation d'une salle de 2 000 à 2 500 places dans le cadre d'Ivry Confluences et nous continuons à réflé-

chir à la réalisation d'une salle de plus grande capacité.

Par ailleurs, nous n'avons pas abandonné le projet rue Ledru Rollin, d'un ensemble immobilier de logements sociaux et accession à la propriété qui inclut la réalisation d'un équipement financé par l'opération... soit 2 000 m² dédiés aux activités sportives.

Enfin, permettez-moi d'insister sur le fait que, pour nous, ces développements en matière d'équipements doivent s'inscrire dans la démarche qui a toujours été la nôtre, à savoir, permettre de faire progresser simultanément le sport « pour tous » et celui de « haut niveau ».

Et puis, comme cela a été souligné dans les Assises, nous devons être à l'écoute des sollicitations qui augmentent en terme de nouvelles formes de pratiques sportives.

S'agissant de **LA CULTURE**, je crois que nous sommes, ici ce soir, dans un lieu emblématique de la place que nous lui accordons dans notre politique municipale : la Manufacture des Œillets métalliques. « Œillets » qui ne sont pas des fleurs, mais les œillets des chaussures ou des vareuses militaires. Cette manufacture fut pendant des décennies une grande usine de la métallurgie, que nous avons rachetée, (à plutôt bon prix), pour y installer le Théâtre des Quartiers d'Ivry, qui deviendra ainsi Centre Dramatique National.

L'accord est scellé avec l'Etat, Frédéric Mitterrand est venu ici au mois de juin et a encouragé notre projet, ainsi que Christian Favier pour le Conseil général... Nous sommes dans l'attente d'une confirmation officielle du Conseil régional, afin de boucler le montage financier... qui, une fois n'est pas coutume, devrait se traduire par un subventionnement de près de 70 % de nos partenaires publics.

Un concours d'architectes va être lancé, puis des travaux seront engagés, pour une ouverture prévue en 2015.

Au cours de ces Assises, il est apparu globalement une satisfaction concernant notre politique culturelle qui représente près de 10 % du budget de fonctionnement de la Ville, (à comparer au 0,7 % consacrés par l'Etat à la culture).

Toutefois, un grand nombre de sollicitations se sont exprimées, visant à renforcer notre intervention, tel que le développement de notre action sur le plan de la culture scientifique, avec le 7^e Salon du livre d'histoire des sciences et des techniques qui se tiendra début novembre.

Sollicitation également, pour soutenir certains artistes et créateurs, tels que les groupes installés à la Blanchisserie de l'hôpital Charles Foix et qui sont menacés d'expulsion.

Au total je dirais qu'il nous faut aujourd'hui poursuivre nos efforts pour les inscrire dans la durée, avec le courage poli-

tique qui de tout temps a marqué notre politique municipale dans le domaine culturel... avec des noms tout aussi emblématiques que Jean Renaudie ou Antoine Vitez.

Concernant **L'ÉCOLE**, la première question à laquelle nous sommes confrontée est celle de la véritable entreprise de démolition de tout le système éducatif menée par le gouvernement.

Suppressions massives de postes, fermetures de classes se répétant et s'amplifiant d'années en années.

Tous les dispositifs d'accompagnement éducatif qui avaient été créés pour répondre au développement de « l'égalité des chances » disparaissent peu à peu, faute de financement.

Les projets pédagogiques ne sont plus subventionnés par l'Éducation nationale.

Notre premier devoir est donc de contribuer à la mobilisation de toute la communauté scolaire contre cette politique.

Je me félicite à cet égard qu'à la dernière rentrée de nombreuses actions aient été engagées... que les élus d'Ivry ont accompagnées en toutes circonstances.

Dans ce contexte, la municipalité ne ménage aucun effort, pour, (dans son domaine de responsabilité), assurer de bonnes conditions d'accueil aux élèves et de travail aux enseignants.

C'est ainsi que la construction de deux nouveaux groupes scolaires est engagée, l'un à Ivry-Port, l'autre sur le Plateau. Le Conseil général pour sa part s'est engagé sur la reconstruction à Ivry-Port du collège Politzer et sur celle d'un nouvel établissement sur le Plateau

J'en viens maintenant à la question de **LA SANTÉ** qui figurait parmi les toutes premières « préoccupations » des Ivryens dans le sondage de l'IFOP... On peut même parler « d'inquiétude » tant la fermeture de l'hôpital Jean Rostand, et sa maternité est restée gravée dans la mémoire de chacun.

Il faut dire que plus de 50 000 gamins y sont nés depuis les années 80. Cela, aussi, fait partie de notre histoire commune. Aujourd'hui, de nouvelles craintes s'expriment, à propos du devenir de l'hôpital Charles Foix, avec l'annonce de la réduction de plusieurs centaines de lits, de la suppression ou le transfert de 650 emplois dans le cadre de la restructuration avec la Pitié Salpêtrière. C'est clairement l'application de la loi Bachelot, que tous les intervenants dans les débats ont dénoncée.

A partir de ces préoccupations, voire de ces inquiétudes, j'ai demandé à la Directrice générale de l'AP-HP, la tenue d'une réunion afin de savoir précisément quelles sont les inten-

tions de l'Assistance publique à l'égard de l'hôpital Charles Foix... où, paradoxe de la situation, nous allons inaugurer le 4 novembre, le Centre national de recherche sur l'allongement de la vie, en lien avec l'université Jussieu Paris 6.

Charles Foix... où vient également de s'ouvrir le centre universitaire dentaire, totalement modernisé.

Pour notre part, et bien qu'une commune (dont la nôtre) n'ait aucune compétence dédiée dans le domaine de la santé, nous avons eu confirmation lors de ces Assises des besoins grandissants de la population d'Ivry, en terme de service public de santé, compte tenu des attaques qui ont été, et sont portées contre le droit à la santé, contre la Sécurité sociale et les mutuelles, mais aussi par l'affaiblissement considérable de ce que l'on appelle la démographie médicale, c'est à dire le nombre de médecins libéraux – généralistes ou spécialistes... (8 départs cette année à Ivry, sans remplacement).

Face à cette situation, nous nous fixons une priorité, celle d'accroître l'offre de santé par la modernisation du centre municipal de santé, dont le coût est évalué à plus de 9 millions d'euros. Sans doute, conviendra-t-il de se tourner vers l'ARS (Agence régionale de santé) afin d'exiger de l'État des moyens financiers pour cette modernisation.

Par ailleurs, nous travaillons à l'élaboration d'un nouveau projet d'établissement public intercommunal, dédié aux personnes âgées dépendantes.

Enfin, les débats des Assises ont mis fortement en avant l'idée que dans toute nouvelle opération d'urbanisme, il convenait de prévoir des espaces dédiés à la mutualisation des cabinets de médecine libérale « les médecins de ville ». Nous allons y travailler, notamment dans Ivry Confluences, en espérant que nos jeunes praticiens seront au rendez-vous.

Vous le savez, la richesse de **LA VIE ASSOCIATIVE** quant à elle, constitue un atout pour la vie démocratique de notre ville.

Aux côtés du service public municipal, et grâce à l'engagement de plusieurs centaines voir plusieurs milliers de bénévoles, les quelques 300 associations permettent aux Ivryennes et Ivryens d'exercer les activités des plus diverses dans les domaines culturels, sportifs, de solidarité et bien d'autres encore !

Tout en respectant leur liberté d'action, nous nous efforçons de les accompagner dans leur démarche en mettant à leur disposition des moyens techniques et financiers importants. A l'occasion du forum des associations, ainsi que des débats

qui vont se poursuivre, dans le cadre de l'exposition qui se tient en ce moment et pour trois mois à Gérard Philipe, nous avons pu mesurer combien les attentes des responsables de ces associations sont grandes.

Nous allons donc travailler avec eux au renforcement des aides que nous pouvons leur apporter, notamment en ce qui concerne une question majeure qui les préoccupe : les locaux !

La question du **VIVRE ENSEMBLE** et de la **SOLIDARITÉ** a bien évidemment marqué tous nos débats et nos rencontres, sachant qu'Ivry dispose à cet égard d'une histoire particulièrement forte.

Que ce soit vis-à-vis des populations en grande fragilité, tels que les SDF, ou celles victimes du chômage, de la précarité de la vie.... comme 8,8 millions de personnes dans ce pays... qui vivent avec moins de 940 euros par mois, c'est-à-dire en dessous du seuil de pauvreté.

La Ville, en lien avec les associations locales, tente en toutes circonstances, de les accompagner, de les aider à surmonter cette précarité, et les Assises ont été un lieu de résonance de la colère vis à vis de la décision de l'Union européenne d'arrêter l'aide alimentaire... au nom de la libre concurrence ! Franchement, n'est-il pas temps d'en finir avec cette Europe du traité de Maastricht et de Lisbonne, où toujours ce sont les nantis qui se gavent sur la misère des peuples ?

Solidarité également, avec les hommes et les femmes que la misère ou la guerre poussent à trouver refuge dans notre pays, dans notre ville.

Nous avons bien des raisons d'être fiers d'avoir été l'une des premières villes de France à organiser le parrainage de plusieurs centaines d'enfants de sans-papier avec tout ce que cela comporte de fraternité et d'histoires partagées.

Une question est venue très régulièrement et très fortement dans nos échanges... celle de la présence des « Roms » à Ivry :

- Soit pour exiger leur départ.
- Soit pour affirmer notre solidarité à leur égard.

Il ne faut pas refuser ce débat, mais en aucun cas, nous ne pouvons chausser les bottes de Sarkozy qui dans son discours de Grenoble en Août 2010, en appelait clairement « à la chasse aux sorcières ».

Pour autant, peut-on admettre que des centaines, voire des milliers d'hommes et de femmes, d'enfants vivent au cœur des villes - ou même à la périphérie des villes - dans des bidonvilles, ces lieux du quart-monde où prolifèrent les épidémies, où nous ne pouvons l'ignorer les droits universels de

la femme et de l'enfant sont loin d'être respectés !

Certes non !... et je tiens à remercier les militants associatifs qui, par leur action apportent soutien à ces populations, les aident aussi à dépasser certains modes de fonctionnement, et en tout état de cause favorisent un véritable dialogue avec la population d'Ivry.... même si cela est compliqué. Car, ne nous cachons pas derrière notre petit doigt, la solution est difficile !

Elle ne peut reposer uniquement sur la responsabilité d'une seule ville !

Sans doute convient-il, comme l'ont suggéré le maire de Paris et les présidents des Conseils généraux du Val-de-Marne et de Seine-Saint-Denis, d'organiser une Conférence régionale sur la question des Roms.

J'y suis favorable, sachant qu'avec l'arrivée de l'hiver, ce sont des semaines et des mois terribles que vont connaître ces familles.

Là encore, il y aurait urgence à ce que l'Europe se saisisse de ce problème pour favoriser le retour au pays de ces personnes, que la misère et l'ostracisme ont poussé sur les routes et le dénuement le plus total.

Enfin, toutes les questions que je viens d'évoquer s'inscrivent dans le contexte de la profonde mutation que connaît notre ville depuis plusieurs années et qui va s'accélérer dans celles à venir.

Nous avons fait le choix, qui recueille (cela a été confirmé dans ces Assises) l'assentiment de la grande majorité des Ivryennes et des Ivryens, de nous engager dans une démarche de **REDÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET URBAIN** de notre ville de grande ampleur.

Les premiers résultats sont déjà visibles avec la construction de milliers de logements, l'arrivée de nouvelles entreprises, la construction d'équipements publics, la rénovation de notre espace public.

Mais avec nos grands projets d'aménagement que sont Ivry Confluences, la Zac du Plateau, la rénovation du quartier Gagarine/Truillot, les choses vont s'accélérer, s'amplifier.

Dans le même temps dans tous les quartiers de la ville, les transformations sont importantes !

Une des questions essentielles que j'ai entendue dans ces Assises portait sur le sens, la finalité de ces bouleversements.

Je tiens à confirmer ce soir, que notre démarche se situe à l'opposé de ce qui a pu être fait dans d'autres villes, dans lesquelles le réaménagement a conduit à faire partir les anciens habitants, particulièrement les plus modestes d'entre eux.

Nous souhaitons faire une ville pour tous, en faisant du principe de mixité, l'épine dorsale de notre projet de ville.

- Mixité sociale, qui permette à toutes les catégories de populations de vivre ensemble.
- Mixité de fonctions, qui fasse que se côtoient habitat, activités, commerces et équipements publics.

Cette conception que nous avons du devenir de notre ville doit donc irriguer toutes nos actions.

Mais elle ne peut être pertinente, que si elle s'inscrit dans une démarche de développement durable.

C'est une question qui est souvent revenue dans les Assises : comment faire pour que nos réalisations, nos projets, contribuent à la préservation de notre planète et de ses ressources ? Nous menons des actions en ce sens dans de nombreux domaines : lutte contre la pollution, contre le réchauffement de la planète, pour la préservation des ressources naturelles. Nous nous inscrivons aussi dans une démarche « d'éco-quartier ».

En un mot, nous travaillons à la construction d'une ville pour les générations futures.

Disant cela, je n'ignore pas qu'un grand nombre des questions qui nous sont posées, des réponses que nous devons apporter ne peuvent se concevoir à la seule échelle de notre ville.

C'est pourquoi nous avons engagé depuis plusieurs années des partenariats avec nos villes voisines.

Il me semble que l'heure est venue d'aller plus loin dans ces partenariats et c'est pourquoi j'ai annoncé récemment au conseil municipal que nous travaillions avec Vitry et Choisy à la mise en place d'une communauté d'agglomération !

Dans les mois prochains, des décisions devront être prises et naturellement elles feront l'objet de concertation avec la population et le personnel communal.

Enfin comme je l'ai rappelé, parmi les différentes rencontres organisées dans le cadre de ces Assises, nous avons inscrit celles que nous tenons chaque année avec le personnel communal.

Cela pour deux raisons.

La première découle du choix que nous faisons de construire nos réponses à vos attentes en privilégiant le service public et qu'il était donc naturel de faire partager aux personnels communaux les préoccupations qui sont les nôtres.

La seconde est qu'eux-mêmes sont confrontés dans leur travail et dans leur vie aux mêmes difficultés. Il est donc normal qu'ils nous fassent part de leurs préoccupations, de leurs idées et propositions.

Au terme de mon propos, je souhaite souligner que nous concevons ces Assises comme une étape. Elle nous a permis de faire un point sur la mise en œuvre de notre programme municipal et tracer des perspectives d'avenir...

Or, pour que cette démarche revête sa pleine efficacité, il faut qu'elle ait des suites, que chacune et chacun puisse vérifier qu'il a été entendu, et que les engagements pris par les élus sont suivis d'effet.

C'est pourquoi je proposerai au conseil municipal que nous installions un **OBSERVATOIRE DES ENGAGEMENTS** dont nous aurons dans les prochaines semaines à définir le rôle précis, la composition et les modalités de fonctionnement.

Par ailleurs, tirant les enseignements de la richesse des rencontres sur le terrain, nous mettrons en place, à partir du début de l'année prochaine un programme de visites régulières des élus dans les quartiers, venant appuyer le travail que font les élus délégués de quartier, vérifier l'état d'avancement des réponses à vos questions et examiner avec vous les nouveaux problèmes rencontrés.

Mesdames et Messieurs, Chers Amis,

Ces Assises nous ont permis comme je le disais en introduction de « *conjuguer nos idées* » il nous reste désormais à les mettre en application et je ne doute pas que vous serez nombreux à y contribuer.

Je vous remercie de votre attention et tiens également à remercier toutes celles et ceux qui ont contribué à la réussite de ces Assises. Merci à Nicolas, le journaliste animateur des rencontres. Merci à tous.

